

Bulletin d'histoire politique

L'urgence de l'histoire

Robert Comeau et Gordon Lefebvre



Volume 5, numéro 1, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063578ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063578ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Comeau, R. & Lefebvre, G. (1996). L'urgence de l'histoire. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 5–8. <https://doi.org/10.7202/1063578ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

L'urgence de l'histoire

L'Association québécoise d'histoire politique tient d'abord à rappeler qu'elle soutient et qu'elle a toujours soutenu le travail de la «Coalition pour la promotion de l'histoire au Québec». Avec tous les organismes regroupés au sein de ce regroupement, l'AQHP réaffirme l'urgence de doubler le nombre d'heures d'enseignement de l'histoire, tant l'Histoire universelle que celle du Canada-Québec. Le rapport Lacoursière rendu public en juin dernier a fait une excellente démonstration de la situation anormale qui prévaut au Québec, comparée aux autres pays. Nous appuyons également les recommandations du rapport visant une meilleure formation des maîtres en histoire. Mais sur le contenu des futurs programmes, nous avons de sérieuses réserves. Le groupe de travail qui avait le mandat de consolider les programmes d'histoire universelle et d'histoire nationale n'a pas osé employer l'expression « histoire nationale » une seule fois dans son rapport. Le Québec dispose pourtant d'une Assemblée nationale, d'archives nationales, d'une bibliothèque nationale... Pourquoi ce silence?

La question de l'enseignement de l'histoire n'est pas indépendante de la conjoncture politique et des courants de pensée qui s'affrontent autour de la définition du peuple québécois. Le rapport Lacoursière, dont le mandat était de « donner à l'histoire nationale et universelle sa place de discipline fondamentale dans la formation des jeunes du Québec » a évité de poser cette urgente question au lendemain du référendum du 30 octobre 1995, dernier jalon d'une lutte harassante qui met aux prises deux visions du destin québécois.

D'un côté, il y a la définition «canadian» qui fait du peuple québécois un dérivé de la nation canadienne-française au sens ethnique du terme. De l'autre, il y a l'identité nationale québécoise qui s'est construite dans le sillage de la Révolution tranquille. Dans la perspective de la mosaïque «canadian», ce peuple ethnique n'est pas seul sur le territoire québécois: il y est juxtaposé aux autres: les anglophones, les amérindiens et les autres communautés ethno-culturelles.

Dans la perspective tracée par René Lévesque en mars 1980 (Les Québécois sont des Québécois) la notion de peuple québécois doit inclure les autres. La société québécoise n'est pas seulement une société pluraliste, comme le répète constamment le rapport Lacoursière, elle est aussi une société de langue française. Elle l'est en ce sens que le français y est la langue commune et officielle, la langue en laquelle chacun peut exercer ses droits politiques, civils, économiques et sociaux.

Dans sa façon d'oublier le fait français, le rapport Lacoursière reflète une vision réductrice et ethnicisante du Québec qui s'accorde avec celle du multiculturalisme canadien (1). En lui substituant le mot interculturel, terme dont les repères ne sont pas clarifiés, il cède au langage intimidant des «croisés du vertuisme» (2). Le Groupe de travail s'est-il tu par crainte d'être accusé de racisme en parlant d'histoire nationale? Il est dommage qu'il ait choisi d'escamoter le débat sur une question aussi brûlante que l'histoire nationale!

Peut-on proposer une réforme de notre système d'enseignement sans passer au crible les idées et les démarches, passées et actuelles, du gouvernement fédéral, ses retombées négatives sur la culture et sur la psychologie politique des Québécois? Tout cela n'est pas pris en compte dans la réflexion du rapport Lacoursière.

Les jeunes et l'histoire

Aussi est-ce à l'aune des attentes des jeunes qu'il convient d'évaluer la teneur de ses recommandations. En effet, les jeunes constituent un enjeu sociétal; c'est sur eux que repose la survie de la culture québécoise. En font foi les nombreux mémoires présentés lors des assises régionales des États généraux sur l'éducation, de même que le sondage rendu public en juin par la Coalition pour la promotion de l'histoire, qui révèle une grande inquiétude de la part des gens âgés de plus de 45 ans devant la désaffection des jeunes pour l'histoire québécoise et universelle.

Comment assurer la réalisation du projet collectif né de la Révolution tranquille quand la conjoncture est marquée par la révocation en douce des acquis de cette révolution, qui reste inachevée, par ceux-là mêmes qui en ont le plus bénéficié? L'écart entre les premiers héritiers de cette révolution et les jeunes d'aujourd'hui qui se sentent laissés-pour-compte devient de jour en jour plus patent. Il ne s'agit pas seulement d'une crise des mécanismes d'héritage: l'héritage lui-même fait problème.

Depuis plusieurs années déjà de nombreux observateurs ont stigmatisés cette carence d'histoire et ont fait état de ce vacillement généralisé de l'appartenance à la culture québécoise ressenti au sein de la génération montante.

Privés du sens de la continuité historique, les jeunes se sentent étrangers dans leur propre culture. Ils ont le sentiment de voir leur passé "confisqué", comme l'écrivait Hélène Jutras (3) à la veille du référendum du 30 octobre 1995: «On ne peut pardonner au système tel qu'on l'a conçu de former des gens qui ignorent ce qu'ils sont», et elle ajoute: «Comment se fait-il que l'on puisse, sans mauvaise foi, se rendre à l'université au Québec sans savoir ce qui s'est passé ici en 1970?»

À lire les nombreuses recommandations du rapport Lacoursière qui incitent les jeunes à s'ouvrir aux autres, on croirait que l'enseignement dispensé actuellement est incapable de rendre compte du caractère pluraliste de la société québécoise. Ce martèlement obsessionnel de l'ouverture aux autres se nourrit du préjugé que l'enseignement de l'histoire chez nous est un enseignement ethnocentré, et que nos maîtres sont enclins à transmettre une vision raciste de l'histoire. Même si ce postulat n'est pas démontré, le Groupe de travail cible les maîtres du primaire qui souffriraient d'ethnocentrisme. Le remède proposé est une sorte de rééducation idéologique pour les débarrasser des tares héritées du passé. Qu'on nous comprenne bien! Nous ne sommes pas opposés à la sensibilisation aux autres cultures et à leur intégration à l'histoire de la société québécoise. Mais au nom de la vertu, ne multiplions pas les ghettos!

Non! les recommandations du rapport Lacoursière portant sur le contenu des cours ne vont pas corriger la situation décriée par les jeunes et par les enseignants eux-mêmes. Pourquoi? D'abord, parce que la tradition occidentale est évacuée au profit d'un relativisme historique, imprégné de l'idéologie du « politically correct », qui ne peut que renforcer le sentiment qu'ont les jeunes d'être exilés dans leur propre culture. Ensuite, parce qu'il ne définit pas ce qu'on attend d'une histoire nationale, comme si cette histoire inspirait la même horreur sacrée que l'on retrouve chez les adeptes de la doctrine Trudeau, comme si en parler, c'était verser dans le racisme.

De quelle histoire nationale avons-nous besoin? Dans notre éditorial de l'hiver 1996, nous décrivions en ces termes ce que nous entendions par histoire nationale: « non une histoire officielle étatique conçue à des fins politiques, mais une histoire du peuple présentée dans une perspective pluraliste et démocratique».

Face au nationalisme québécois, nous croyons qu'il y a place pour une attitude soucieuse d'équilibre. Le dénigrement systématique est à nos yeux aussi suspect que l'approbation inconditionnelle. Nous voulons être là où il n'y a ni culte de la nation ni horreur sacrée. Aussi faut-il juger notre nationalisme comme on doit juger son temps: en le dépassant, tout en l'interprétant. Comme l'écrivait récemment Micheline de Sève (4): « À nous de prouver par nos actes que le genre de nation en voie de constitution au Québec correspond à notre idéal d'intégration d'une société curieuse, amoureuse même de sa diversité interne ».

C'est dans cet esprit que nous continuons de réclamer l'enseignement obligatoire de l'histoire nationale et de l'histoire universelle, depuis le primaire jusqu'au collégial, et la formation universitaire la plus complète pour les maîtres dont la tâche est de transmettre aux jeunes les valeurs démocratiques de notre société en même temps que sa mémoire collective. Souhaitons que la ministre de l'Éducation retienne les recommandations qui élargissent l'enseignement de l'histoire, et qu'il écarte celles inspirées de ce flou vertuiste qui oblitèrent l'histoire de la majorité française.

Robert Comeau et Gordon Lefebvre

Notes

1. Ce point de vue a été développé par Josée Legault, dans sa chronique intitulée « Histoire d'exister », publiée dans *Le Devoir* du 17 juillet dernier et que nous reproduisons en tête de notre dossier.
2. Lise Bissonnette, « Repères », *Le Devoir*, 24 janvier 1994.
3. Hélène Jutras, *Le passé confisqué*, dans *D'espoir et d'éducation* (collectif), Les Intouchables, 1996.
4. Micheline de Sève, « Le genre de la nation », *Tribune juive*, vol. 13, no 4 (mars 1996).